

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

A cause de l'exposé budgétaire du 28 juin, les personnes âgées seront doublement touchées sur le plan fiscal. L'inflation augmentera artificiellement leurs revenus, et plusieurs passeront à la tranche de revenu supérieure. Peu importe que cette tranche se situe au bas, au milieu ou en haut de l'échelle, les impôts augmenteront. Les pensions de vieillesse seront ensuite diminuées ou soumises à la formule des six et cinq, même si le taux d'inflation est de 11 p. 100 à l'heure actuelle. Attendez que les députés d'en face se mettent à expliquer cela aux citoyens âgés de leur circonscription. Nous verrons bien s'ils vanteront les mérites des programmes financiers du gouvernement.

Pendant les vacances d'été, j'ai passé de cinq à six semaines à écouter les doléances de représentants d'entreprises, de particuliers et d'associations professionnelles sur les propositions budgétaires du 12 novembre 1981. Le ministre des Finances actuel (M. Lalonde) s'est débarrassé de certaines mesures fiscales. D'autres ont été modifiées. Par contre, les sociétés et les particuliers paieront 1.6 milliard de plus en impôts cette année. L'année prochaine, ils paieront 2.2 milliards de plus. Ce sont les changements fiscaux proposés par l'ancien ministre des Finances. Ce sont les vestiges du temps où il détenait ce portefeuille.

La déclaration de mercredi dernier nous a appris que le gouvernement ira chercher encore 1.1 milliard de dollars dans les poches des employeurs et des employés par le biais d'un impôt supplémentaire sur le fonds d'assurance-chômage. L'Assurance-chômage? Monsieur l'Orateur, c'est la plus belle escroquerie dont ait jamais été victime la population canadienne. Le programme d'assurance-chômage est défunt. Il ne reste qu'un fonds d'aide sociale et de transfert de revenus gigantesque. Dans la mesure où il y a un déficit, les Canadiens doivent payer. D'où provient la majeure partie des impôts sur le revenu? Que l'on prenne cet argent pour le distribuer dans les régions les plus durement touchées par le chômage. Le fonds lui-même a été détourné de son objectif de programme d'assurance. Il suffit pour s'en convaincre de lire les discours qu'a prononcés l'honorable représentant de Lincoln (M. MacKasey) lorsqu'il était ministre du Travail, en 1971, avant que la majorité des députés d'en face n'aient entendu parler de la Chambre des communes ou n'y aient été élus. Cet ex-ministre qui siège maintenant sur les premières banquettes a tout simplement dit qu'en instaurant un programme universel on jetait la base d'un système de revenu annuel garanti pour les Canadiens.

• (1710)

L'assurance-chômage a été la première étape. Puis, au fil des années, nous avons vu tout ce qui s'y est greffé. Sur le plan de l'actuariat, cela n'a aucun sens. Cependant, certains déficits sont imputables au gouvernement du Canada en vertu de la loi parce que le déficit excède un certain seuil. Je n'ai pu m'empêcher de rire l'autre jour lorsque l'actuel ministre des Finances s'est émerveillé devant la générosité du gouvernement du Canada envers les Canadiens, en général et les chômeurs en particulier parce qu'il assume 60 p. 100 des prestations supplémentaires qui seront versées à partir du fonds de l'assurance-chômage et parce que toutes les augmentations ne seront pas puisées à mêmes les poches des employeurs et des employés. Mais la loi prévoit que c'est exactement ce que le gouvernement du Canada doit faire. C'est à lui qu'il incombe de payer

le déficit, et ce, dans son entier. Or, il en refille une partie aux employeurs et employés canadiens. Le reste, c'est nous, les contribuables du Canada qui allons encore suer sang et eau pour satisfaire l'appétit de financer qu'est devenu le gouvernement actuel.

Et en ce qui concerne l'économie canadienne, monsieur l'Orateur, je ne sais combien de fois on a répété que la récession mondiale est à l'origine des problèmes du Canada. C'est tromper la population. Bien sûr, un grand nombre de nos marchés ont décliné parce que d'autres économies traversent une crise mais pas tant que ça. Certes, les États-Unis où l'inflation faisait rage, s'y sont attaqués en haussant les taux d'intérêt dans le but de protéger le dollar. Cependant, le dollar américain, en vertu de la loi sur les accords de Bretton Woods, est l'étalon du Fonds monétaire international. Par conséquent, les contraintes purement internes découlant de la nécessité de protéger le dollar américain se répercutent automatiquement sur les économies mondiales. Cela s'est confirmé partout dans le monde, aussi bien en Grande-Bretagne qu'au Canada quoi qu'il y ait lieu de se demander si ces répercussions auraient dû être aussi néfastes au Canada. Je n'ai pas l'intention de poser à l'expert et de dire que la Banque du Canada a eu tort ou raison mais il est fort possible qu'il y ait eu un peu des deux. C'est une question d'opinion.

Voyons ce qui se passe en France—et cela devrait intéresser les néo-démocrates—cette fameuse expérience de principes et de dépenses socialistes pour sortir le pays de la stagnation économique est la plus grosse farce qu'on ait vue depuis le dernier ballon de l'Halloween. Il n'y a pas de formule magique. Mais il y a de nombreux moyens de détruire une économie. Ici, au Canada, le Programme énergétique national a nui non seulement à l'Ouest dans son ensemble, mais encore à l'industrie ontarienne de l'automobile et de la machinerie. L'industrie pétrolière de l'Ouest nécessite habituellement entre 30,000 et 40,000 automobiles ou camions par année, la plupart provenant de l'Ontario. Aujourd'hui, elle n'a plus besoin que de 25 p. 100 de ce nombre, et peut-être moins.

Des canalisations d'acier? Toute l'affaire a été bousillée par les incompetents d'en face, qui ont été plutôt mal inspirés, car ils enviaient le succès des trois provinces de l'ouest, productrices de pétrole et de gaz naturel. Ils ne pouvaient le supporter. Malheureusement, les Ontariens ont aussi subi le contrecoup de cette jalousie. On ne construit pas un pays en étouffant une de ses régions. C'est pourtant ce qu'on a fait.

Tous les fameux projets qui devaient être réalisés dans la province de Québec, qui avaient été accueillis à bras ouverts, tombent à l'eau. Les pipe-lines ne seront pas construits. On va fermer des raffineries. Voilà ce qui se passe. Ce sont des inconscients qui ont fait du bricolage. Qu'ont-ils fait ensuite? Ils ont fait un remaniement ministériel si bien que l'administration n'était plus responsable. Les mandarins qui ont agencé, qui ont créé les programmes qui auraient dû porter leurs fruits, sont tombés dans l'oubli qu'ils méritaient. Il nous reste par conséquent des milliers et des milliers de chômeurs, et parmi eux des gens auparavant très bien rémunérés et très productifs. Il y a un malaise politique. Une partie du pays est détachée des autres pour cette raison. Les libéraux ne cessent de se féliciter mutuellement du succès de leurs programmes; pourtant, le prix de l'essence est passé à \$2.50 le gallon en deux ans. Est-ce une réussite?